

JEUNES vendre chocolat, fais-toi \$1.00 la tablette, 367-3743.

FAITES DE L'ARGENT EN PEDALANT

Service de messagerie, recherche 4 cyclistes pour livraison de courrier, la bicyclette est requise, 18 ans et plus. 288-2512

JOLIE serveuse sexy pour brasserie, temps plein ou partiel 845-9547

VOULEZ-VOUS prolonger vos prestations d'assurance chômage? Etudiez l'anglais, 270-8855.

\$ ARGENT pour les Fêtes \$ 16 ans et plus, expérience non-requise, vente facile, esprit d'équipe, sérieux seulement. Se présenter Mercredi matin 20 Novembre à 8:30h au: 2540 D'Orléans près Hochelaga.

218 TRAVAIL À DOMICILE

AMERIEZ-VOUS augmenter vos revenus à la maison, couples sérieux, 276-3192.

HERCHE opératrice ayant machine overlock et plain, pour pantalons d'enfants, 725-6436.

DACTYLO \$10,000-\$15,000

Recherchons candidat(e) possédant dactylo rapide et précise, bonne grammaire bilingue, pour client offrant d'excellents avantages sociaux.

LORRAINE RAINVILLE L'ENTREVUE 287-1688

APPRENTI MECANICIEN

3 ans d'expérience. Travail de jour. Pour station service à Laval prière de s'adresser:

500 BL LABELLE ENTRE 9H ET 19H

ROTISSERIES AU COQ

ARTIERVILLE, RECHERCHE LIVREUR TEMPS PLEIN, 30 ANS ET PLUS, VOITURE FOURNIE, \$3.28 L'HEURE, SE



21 novembre

numéro 232

OFFRES D'EMPLOIS

Postes ouverts également aux hommes et aux femmes



EMPLOIS TEMPORAIRES SATISFACTION PERMANENTE

Les Associés Marie Selick vous offre l'opportunité d'utiliser vos compétences, vous avez l'expérience, désirez relever un défi, appelez-nous:

- Secrétaires sténos.
- Traitement de textes.
- Opératrices d'entrée des données.

SANDRA CATTAFI 871-1600



COUPLÉ pour conciergerie de 11 logements, salaire \$100. par mois, poêle-réfrigérateur, stationnement inclus, 271-3783.

JOBBER-MARCHANDS

Acheter du manufacturier, revendez avec profits. Ligne complète de bas culottes, 27 couleurs, 15 marques de Jeans, bikinis pour hommes, vêtements complet pour la famille. 7065 St-André à Montréal, au: 274-4373 ou 199 Boul. Ste-Rose à Ste-Rose, au: 625-3370.

EMBALEUSES

un manufacturier situé à St-Léonard est à la recherche d'emba-leuses (eurs). Les candidates (ats) devront être capable de travailler sur trois équipes: 7h am à 15h. - 15h à 23h. - 23h à 7ham.

Pour entrevue: PAULINE ROUSSEAU: 326-3480, 321-1874

RESPONSABLE d'un restaurant végétarien avec expérience, disponible à travailler la nuit, salaire débutant à \$5 l'heure. Appelez 845-0248 demandez Guylaine ou Chantal.

PREPOSES (ES)

AUX BENEFICIAIRES

OUVERTURES IMMEDIATES

Expérience auprès des personnes Agées et handicapées Temps partiel sur appel Soins à domicile et institutions

LES SERVICES PARAMEDICAUX GUILBERT INC. 395-8950

DOSSIER DOSSIER EMPLOI PROVIGO pages 3-9 pages 10-11

ADULTES sérieux pour passer circulaires avant 17h: 668-2126.

MASSEUSES demandées avec ou sans expérience. Offrons la formation. 669-6132.

194 HOSPITALIER SANTÉ-MÉDICAL

TECHNIQUE d'électrolyse paramédicale Mireille Roy. Avec cette formation au coût de \$2,000. vous êtes assuré d'un avenir. Inf: 932-6544.

LA CSN-CONSTRUCTION PRÔNE UN FRONT COMMUN



LA REPRÉSENTATIVITÉ

	1984	1986
CSD	9,1%	8,6%
CSN	17,3	18,5
SCN	0,7	1,0
CPQMC INTER	30,9	29,6
FTQ	41,8	42,1

«L'important c'est maintenant la négociation de la prochaine convention collective qui doit régir les relations de travail de l'industrie de la construction. Ce qui, pour les associations syndicales représentatives, signifie l'urgence de s'entendre entre elles avant l'ouverture de la période de négociation prévue en 1986.»

À l'issue du dévoilement des résultats de la campagne d'adhésion syndicale, qui ont donné la CSN-Construction comme l'association syndicale ayant obtenu le meilleur gain de repré-

sentativité, le secrétaire-général de la CSN, **Michel Gauthier** a affirmé que «le gain obtenu, qui porte le pourcentage de représentativité à 18,5%, nous assure une place à la table de négociation et nous indique notre responsabilité de réunir les autres associations syndicales représentatives pour s'entendre sur un protocole que nous leur avons soumis antérieurement.»

«Il faut s'entendre comme dans le secteur public», a souligné le secrétaire-général de la CSN qui considère la victoire de la CSN-Construction com-

me la réponse à la qualité des services offerts aux travailleurs de la construction au cours des dernières années.

La CSN-Construction qui, au cours de cette campagne, a prôné le pluralisme syndical, estime également que les travailleurs de la construction ont rejeté l'idée de monopole syndical avancée par la FTQ.

«Pour l'avenir du syndicalisme dans la construction, a conclu le secrétaire-général de la CSN, nous avons l'obligation de nous entendre désormais pour faire face aux employeurs.»

La CSN-Construction est l'organisation syndicale ayant connu le meilleur gain de représentativité lors de la campagne d'adhésion syndicale des travailleurs de la construction.

Depuis la dernière campagne d'adhésion, en novembre 1983, le nombre de ses membres éligibles à ce vote est passé de 11,610 à 14,501, soit une augmentation de près de 20 pour cent.

Avant même le début du vote d'adhésion, ses membres éligibles étaient de 14,012, qui sont le résultat des efforts d'organisation de l'équipe de la CSN-Construction entre les périodes officielles de votation.



Dans l'Outaouais, au cours de la campagne d'adhésion, Claude Latourelle, conseiller de la CSN-Construction et Serge Forget, président du Conseil Central de l'Outaouais visitent des travailleurs d'un chantier domiciliaire.

Aux Iles de la Madeleine, la CSN-Construction est majoritaire avec 116 membres, alors que les unions internationales en représentent 8 et la FTQ en représente 46. (UN GAIN DE 36 MEMBRES).

Elle est deuxième dans 7 régions: Bas Saint-Laurent, Saguenay-Lac-St-Jean, Québec, Trois-Rivières, Cantons de l'Est, Nord-Ouest et Côte-Nord.

La CSN-Construction est désormais première dans le métier de «poseur de systèmes intérieurs» ainsi que dans l'occupation de «rateurs d'asphalte».

Elle est deuxième dans 11 autres métiers ou occupations, soit chez les charpentiers-menuisiers (28.3%), les cimentiers-applicateurs (32.8%), les mécaniciens de machi-

nerie lourde (21.9%), les opérateurs d'équipement lourd (23.9%), les plâtriers (26.7%), les poseurs de revêtements souples (26.8%), les boutefeux (23%), les chauffeurs de chaudière (27.9%), les manœuvres (27.9%) les conducteurs de camions (25.3%) et les opérateurs de machines (28.9%)

On aurait bien voulu!

Mais on a décidé de ne pas vous parler des élections. On a laissé ça aux journaux commerciaux et à Croc.

Ont collaboré à la rédaction

Jean-Noël Bilodeau
Michel Crête
Luc Gosselin
Henri Jalbert
Jean-Pierre Paré
Michel Rioux
Sylvie Vachon

Conception graphique

Jean Gladu

Photographies

Archives CSN
Louise de Grosbois
Hélène Rochon

Composition

Tricycle Compo

Impression

Interlitho

Distribution

l'équipe de distribution de la CSN
(514) 598-2233

NOUVELLES CSN organe officiel de la CSN, paraît toutes les deux semaines, à l'intention des travailleuses et travailleurs. Pour nous contacter, téléphoner au service d'information de la CSN (514) 598-2155 ou utiliser le réseau-télex de la CSN

L'EMPLOI

URGENT! le son. Excellente opportuni-
personne qualifiée et
VENDEZ

SOLLICITATION
PAR TELEPHONE

OFFRES
dévouée.

TRAVAIL
À TEMPS PARTIEL

Personne mature,

D'EMPLOIS

Postes ouverts égal PERSONNES demandées
bilingue, aux hommes et aux femmes Appeler:

TRAVAILLEUSES à domicile

L'emploi qu'on a et qu'on tient à garder. L'emploi qu'on veut garder et qu'on risque de perdre. L'emploi qu'on voudrait et qu'on risque de ne pas avoir. L'emploi qui nous fait vivre et qu'on a perdu.

L'emploi – et la qualité de cet emploi – c'est la priorité de chaque individu, homme ou femme, jeune ou moins jeune. C'est une préoccupation constante, et cela se vérifie dans le vécu du monde.

Au cours d'une tournée syndicale dans les régions périphériques de Québec – St-Georges-de-Beauce, Vallée Jonction, Valcartier – effectuée début novembre par le président de la CSN, partout on sentait cette préoccupation.

Chaussure St-Georges.

Il y avait 200 emplois dans cette manufacture en 1982. Au printemps, il n'en restait que 70. Une fermeture annoncée pour le mois de novembre. Pourtant en juillet, l'employeur refusait un contrat pour 17,000 paires de souliers.

L'Hôpital de St-Georges.

À cet endroit, c'est une affaire de cuisine qu'on menace de fermer... pour cause d'un projet de centralisation à l'Hôpital de Beauceville, et avec le risque de la fermeture éventuelle de plusieurs «petites cuisines» dans les foyers des alentours.

L'abattoir à Vallée

Jonction. Turmel et Turcotte de son nom. Quelque 250 travailleurs. Une vraie grosse usine pour la Beauce, reconnue comme étant le «paradis de la PME». Ici, la situation actuelle est meilleure. On vient d'ailleurs d'y négocier une série de clauses qui pourraient éventuellement créer de nouveaux emplois.

Les Industries Valcartier.

À l'ombre de la base militaire, à une vingtaine de milles au nord de Québec, une fabrique de munitions... et quelque 650 employé-e-s qui n'ont certainement jamais rêvé de faire des balles de fusils, mais qui tiennent à faire vivre leur famille.

La préoccupation de l'emploi n'existe pas uniquement lorsqu'on se retrouve en milieu de travail. Elle est constante.

Le colloque des jeunes

syndiqué-e-s CSN. Réuni-e-s les 15 et 16 novembre, ils étaient près de 150 et provenaient de tous les secteurs économiques et des quatre coins du Québec. Plusieurs thèmes au programme. Mais l'atelier le plus couru: celui sur l'emploi.

L'intervention de la condition féminine.

Le comité de la condition féminine intervenait la semaine dernière... sur les élections. Et parlait surtout de la question de la privatisation des services et du libre-échange. Parce qu'elles sont les premières visées par la dégradation et la perte des emplois dont nous sommes menacé-e-s.

L'emploi.

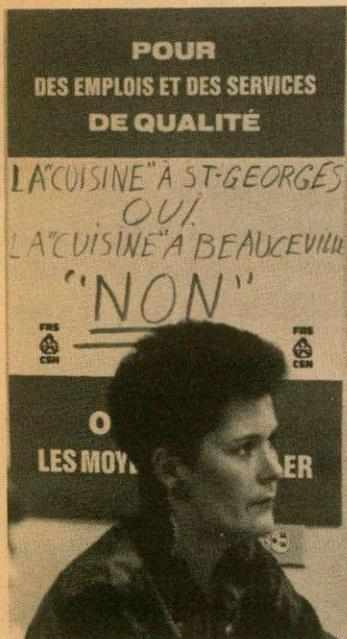
L'emploi qu'on a, qu'on veut garder, qu'on voudrait. L'emploi qui nous fait vivre.

L'emploi, c'est la priorité de chacun-e. Pourtant, tout ce qui fait que nos emplois se sont dégradés, et toutes les menaces qui pèsent sur nous ont été évacuées de l'information qui a été véhiculée par les grand media durant la présente campagne électorale.

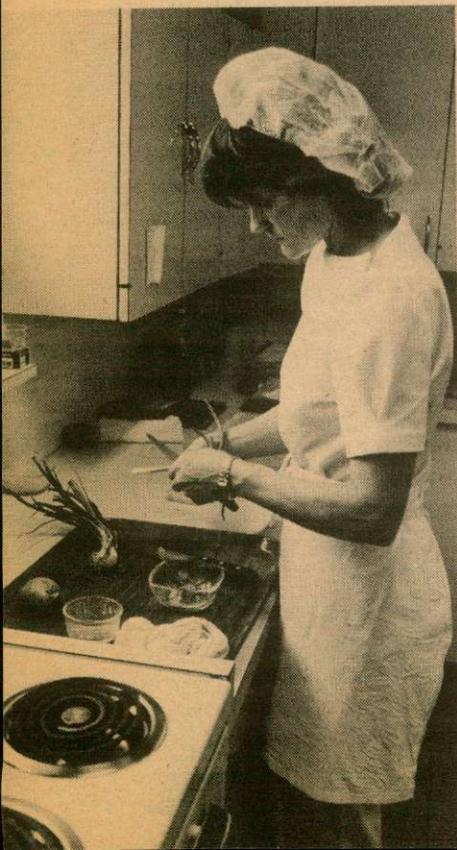
Parce que l'emploi, si l'on excepte les mega-projets de l'un et les «grosses» annonces genre Hyundai de l'autre, ce n'est pas un sujet rentable en période électorale. Mais c'est le quotidien du monde.

BEUCE

La cuisine à St-Georges: OUI. La cuisine à Beauceville: NON. Le message a le mérite d'être clair: dans la cafétéria de l'Hôpital de St-Georges, elle montre la volonté du monde de se battre pour sauver les emplois.



Ici, la menace vient d'une « vision centralisatrice » que l'on retrouve beaucoup dans le domaine de l'administration hospitalière, surtout au niveau gouvernemental, mais également chez certaines administrations locales.

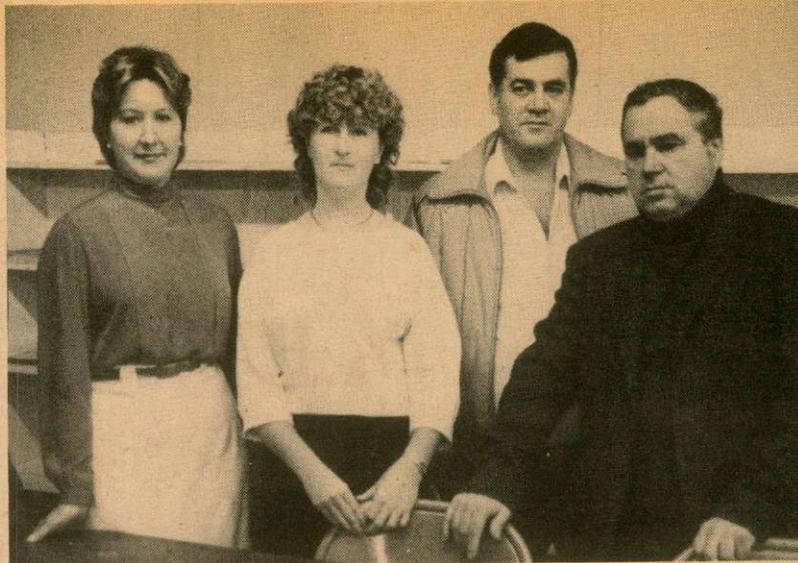


Lors de la visite du président de la CSN, Gérard Larose, c'était «le» sujet à l'ordre du jour. La cafétéria, «l'endroit public» par excellence dans un hôpital était décoré d'affiches contre les coupures.

Dans un autre coin, une affiche attirait également l'attention: «Laissera-t-on partir la cuisine comme la buanderie?» Car la buanderie est «partie» depuis un an, sans compter les baisses de personnel par le phénomène de l'attrition, soit le non-remplacement en cas de départs.

Aux dernières nouvelles, le syndicat avait obtenu un moratoire, le conseil d'administration local décidant de ne pas trancher, déclarant vouloir en savoir plus sur l'aspect technologique, et tenir compte du côté humain.

C'est une première victoire pour les travailleuses, mais le problème risque de revenir sur le tapis dans quelques mois.



Travailleuses de Chaussures St-Georges

Et si ça se généralisait avec le libre-échange?

On se déplace de quelques rues à peine. Au local de la construction CSN, des travailleurs et travailleuses de Chaussures St-Georges et le président de la CSN rencontrent la presse. Leur usine ferme le 11 novembre. Des hommes, des femmes qui, dans certains cas y travaillent depuis dix ou vingt ans.

Le patron n'a jamais demandé une seule subvention. Il a laissé dépérir l'usine. Pourtant une usine de chaussures située tout près, La Chaussure Vallée, a obtenu un montant d'environ \$1,200,000 en subventions.

Pourtant l'entrepreneurship beauceron est bien connu. Gérard ne peut s'empêcher, en conférence de

presse, de dénoncer l'irresponsabilité de ce patron: «C'est un véritable délinquant». Mais est-ce que ça se soigne, ce genre de maladie?

Jacques Beaudoin, le président du syndicat, mentionne doucement: «Il y en a parmi nous qui n'ont même pas les timbres nécessaires pour toucher l'assurance-chômage, tout ce qui leur reste c'est le B.S.». En attendant, un mince espoir: la possibilité que l'usine soit achetée par quelqu'un d'autre.

Si jamais le libre-échange avec les États-Unis devenait une réalité, dans ce secteur de la chaussure, comme dans le textile et le vêtement, combien d'entreprises de ce genre risquent-elles de disparaître?



Jacques Beaudoin et Gérard Larose

L'important, c'est de protéger ce qui a été acquis. L'après-midi, on se retrouve à l'abattoir de porc Turmel et Turcotte, où le long d'une chaîne de débitage de porcs, quelque 240 travailleurs s'affairent. Une chaîne serrée où on coupe, vide, met en morceaux environ 2,800 porcs quotidiennement.

Une chaîne tellement serrée que les travailleurs n'ont à peu près pas le temps d'arrêter, malgré, à plusieurs endroits, l'humidité constante et des odeurs très présentes.

Ces travailleurs se sont affiliés à la CSN il y a environ un an. La négociation d'une première convention collective fut difficile. Il aura fallu une grève pour améliorer les



conditions de travail, aller chercher un normatif convenable et faire une brèche dans des clauses créatrices d'emplois.

Lorsqu'il les a rencon-

trés en assemblée générale, Gérald a insisté sur une seule chose: la nécessité de s'organiser pour préserver les acquis, y compris si cela nécessitait les efforts pour

que puisse être syndiquées CSN d'autres industries similaires dans les alentours et ailleurs au Québec, pour pouvoir élargir le front de lutte.

VALCARTIER

L'emploi dans une fabrique de munitions. À Valcartier, c'est facile de reconnaître la base militaire. Mais il y a aussi une série de bâtisses, la majorité blanches, dont on peut difficilement dire à quoi elles servent. En fait, ça passe un peu inaperçu. Est-ce que ça fait partie de la base? Non. Alors?

C'est IVI, ou les Industries Valcartier, où 650 personnes, sans compter les cadres et les employé-e-s de bureau, s'affairent à la fabrication de balles. Trente pour cent de la production est commerciale (pour la chasse, le tir), le reste est prévu pour l'armée.

En tout une vingtaine de bâtisses, avec un système de sécurité. Pas question de prendre de photographies à l'intérieur. À peine nous permet-on de prendre une



photo. (Une photo d'amatour dont le cadrage laisse plutôt à désirer).

Pourtant que de photographies on aurait pu prendre! À s'y méprendre, on se serait cru dans un film des années '40 tourné dans une industrie. Presque partout, l'usine est exactement ce qu'elle était il y a quarante ans.

Partout, des hommes et des femmes occupé-e-s. Il y a en tout quelque 240 opérations pour faire une balle. Le travail est donc minutieux, car une seule erreur dans une opération, et la balle est inutilisable.

Pourtant, un peu partout, les gens s'arrêtent

quelques secondes le temps d'une poignée de main, d'une brève conversation avec le président de la CSN.

Suivez le guide et attention aux allumettes.

Celui qui nous guide dans ce véritable labyrinthe que sont les Industries Valcartier s'appelle Michael Gingras. Mike pour les intimes. Une bonne tête d'Irlandais. Il est le responsable syndical en santé-sécurité.

Suivez le guide... et le guide marchait vite. On a compris pourquoi quand il nous a expliqué que lorsqu'il fait une tournée de santé-sécurité dans l'usine, ça lui prenait deux journées com-

plètes, et encore plus, car en deux jours il y avait des racoins qu'il n'avait pas le temps de visiter. Et les problèmes sont nombreux.

Dans la section des explosifs, où on vous demande de vous débarrasser des cigarettes, des allumettes avant d'entrer, la manipulation de ces matériaux est particulièrement dangereuse. Ce n'est pas pour rien qu'en tête de liste des revendications, il y a pour le «département des explosifs» la transformation du procédé sec (la poudre) en procédé humide. Mais les problèmes ne s'arrêtent pas là. Dans ce labyrinthe-chaîne de montage qui part d'une fonderie et qui se termine par le maniement d'explosifs, on rencontre la gamme des problèmes de santé-sécurité: intoxication au plomb, efforts physiques avec des poids souvent de plus de 150 livres, une ventilation inefficace, du bruit intense dans certains secteurs, beaucoup de produits chimiques (problèmes au niveau des vapeurs et de la manipulation), manque d'entretien préventif des machines, du chauffage, etc.

IVI Les Industries
VALCARTIER
inc.
2500 BOUL. PIE XI NORD



Michael Gingras et André Cloutier

Encore beaucoup de travail qui attend Mike, ce dont il est conscient, mais sans perdre son sourire communicatif.

Et la campagne pour la paix, vas-tu en parler?

Il y avait une vieille dette d'honneur avec André Cloutier, le président du syndicat. Il n'apprécie guère les documents préparés par la CSN sur la question de la paix et du désarmement. «Je ne peux pas amener ça dans mon syndicat. Le monde le prendrait pas». «Donne-nous ta version, André, on la publie intégralement, puis on t'envoie 650 copies, une pour chaque salarié chez vous».

«Le discours qui dit non

aux armements, fermons les usines, et le reste, on se sent mal par rapport à ça. Mais sur la reconversion, là on peut être bien plus parlables».

«Tu l'as vue, l'usine, c'est pas possible de faire autre chose. On prend souvent l'exemple des chantiers maritimes. Là tu peux faire indistinctement des bateaux de guerre ou des bateaux de transport. Ici, à part les balles...»

«Ici, t'as des grands-pères et des grands-mères pour qui, faire des balles, c'est leur univers, mais il y a personne qui fait des balles parce qu'il aime ça.»

«La reconversion de l'usine, on pourrait regarder ça, mais il va falloir que ce

soit quelque chose de sérieux. Si c'est possible de créer des emplois utiles socialement, on est d'accord, mais on ne peut pas demander aux gens de Valcartier de militer pour scrapper leurs jobs. Il ne faut pas faire seulement le débat pacifiste, il faut aussi faire le débat syndical».

«La campagne du f-18 pour la paix. On parlait de créer des jobs dans les hôpitaux, en Gaspésie, etc. Mais on oubliait dans la publicité de parler de financer des études sur la reconversion».

«Tant qu'il va y avoir une Défense, il va se faire des balles. Pour nous, il est hors de question de parler de désarmement avant de

parler de reconversion».

La discussion s'est déroulée dans la paix! Et le message est tombé dans l'oreille de Gérald Larose, à l'autre bout de la table.

«Comme les frégates. Tant qu'il y aura une armée, il va se construire des frégates. Il ne faut pas tomber dans le simplisme. Il vaut quand même mieux qu'elles soient construites ici qu'au Japon».

«Au fond, on n'ira pas loin avec la campagne sur la paix, si on ne va pas plus loin sur toute la question de la reconversion. C'est sur ça qu'il va falloir investir, c'est sur ça qu'il va falloir faire les recherches nécessaires».



LES JEUNES

Une rencontre des jeunes... pas chromée pour un sou ! La deuxième journée du colloque des jeunes syndiqué-e-s CSN a débuté par un théâtre-forum.

Sur scène, une jeune fille qui travaille sur appel dans un hôpital, qui continue ses études et milite dans son syndicat. En plus, elle a un chum. Le pauvre chum, il lui dit de lâcher quelque chose, sinon ça va être la séparation.

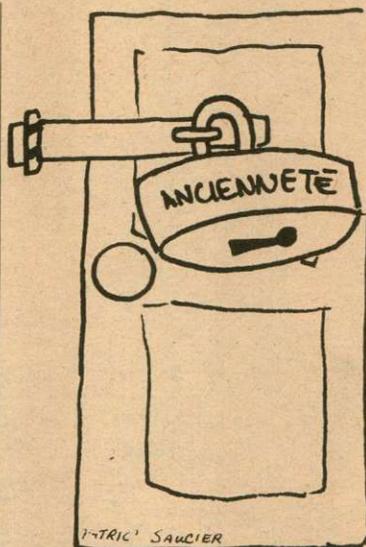
Et voilà le problème posé. Aux «colloqueux-spectateurs» de trouver la solution en intervenant sur scène. La solution, elle est finalement d'un jeune délégué de la construction... et que ceux et celles qui fonctionnent par stéréotypes se le tiennent pour dit.

Pourquoi cette anecdote. Simplement pour illustrer un fait qui en a surpris agréablement plusieurs: ce colloque s'est déroulé dans la camaraderie, sans intolérance et sans dogmatisme. En toute égalité.

S'approprier de leurs affaires à l'intérieur de la CSN. Plutôt que d'y aller d'un «front large» sur les jeunes, ils et elles ont décidé très majoritairement de bâtir quelque chose à l'intérieur de la CSN, d'agir sur un milieu qui est le leur. De s'occuper de leurs problèmes bien précis, tout en préparant la jonction avec les autres groupes de jeunes.

Parmi ces problèmes précis, celui d'assurer la survie de ce nouveau comité, de donner la parole aux jeunes, de poursuivre la démarche jusqu'au congrès, de façon à y acheminer les principales revendications spécifiques aux jeunes, et s'assurer qu'un comité permanent soit voté lors de ce congrès.

Parmi ces revendications spécifiques, il y a toutes celles qui sont rattachées à la question de l'emploi, y compris et même si cela peut un jour questionner, des principes sacro-saints comme celui de l'ancienneté. À cet effet la caricature qui ornait la première page du



cahier «Jeunes et emploi» (voir l'illustration dans cette page) même si elle est bien timide, laisse tout de même entrevoir un petit choc pour certains.

Enfin, le questionnaire-sondage fait auprès des participant-e-s à ce colloque permettra de jeter un éclairage nouveau sur la question des jeunes travailleurs-euses.

Déjà un détail sautait aux yeux, lors du colloque, relativement au travail à temps partiel. Plusieurs

Nouvelles idées
et SUGGESTIONS



d'entre-eux et elles sont pour le temps partiel parce que c'est l'occasion de pouvoir continuer leurs études; d'autres parce que c'est le seul travail disponible et qu'elles ne veulent pas effectuer à plein temps un travail qui ne correspond pas à leur formation ou à leur champ d'intérêt.

Donc, la nécessité de ne pas s'opposer dans l'absolu au travail à temps partiel, car pour certain-e-s c'est la seule alternative valable.

COMMENTAIRES DES JEUNES

Les deux jours passés avec vous et les autres m'ont fait comprendre beaucoup de choses... j'ai vraiment le goût de m'impliquer auprès du syndicat et des jeunes.

Ce colloque m'a permis d'apprendre beaucoup, car malgré mes 28 ans, je me suis senti vraiment jeune parmi tous ces jeunes. J'ai acquis une meilleure compréhension de la vie des jeunes au Québec... et qu'il faut prendre notre avenir en mains.

Enfin les jeunes ont été capables d'apporter des suggestions innovatrices, reste à assurer un suivi... Ensemble, prenons la place qui nous revient en tant que membres.



Les jeunes CSN ont enfin un lieu commun pour échanger sur leurs préoccupations quotidiennes. Ce ne peut être qu'enrichissant pour la CSN.

Je voudrais d'abord vous faire part de l'atmosphère de solidarité «jeunes» qui dépassait de loin celle des traditionnelles instances CSN.

J'ai trouvé ce colloque intéressant parce que rares sont les jeunes qui sont intéressés au syndicat et qu'ils ont l'occasion de se parler entre eux. On s'aperçoit que la plupart des jeunes sont à temps partiel, et c'est encourageant de voir que tu n'es pas seul avec ce genre de problème.

Il faut s'organiser à l'intérieur de la CSN, mais il ne faut pas avoir peur des débats de fond: ancienneté, corporatisme, natalité, création d'emplois, développement économique, etc.

CONDITION FÉMININE

Une intervention des femmes dans la campagne électorale.

Lundi dernier, les femmes intervenaient auprès des media pour dénoncer la façon dont on avait évacué complètement la question féminine durant cette campagne, alors que pendant tout l'été, particulièrement à cause de la présence de candidates-femmes lors de la course au leadership du Parti québécois, le sujet était alors beaucoup plus d'actualité.

Monique Simard, la vice-présidente de la CSN responsable du dossier de la condition féminine, ne mâchait pas ses mots, au sortir de cette rencontre. C'est vrai qu'à brûle pour point, les phrases imagées sortent plus facilement.

«On est en train d'assister à une féminisation de la pauvreté. Les écarts entre les riches et les pauvres s'agrandissent, mais aussi entre les hommes et les femmes. Le nouveau pragmatisme économique – la non-intervention de l'état, la privatisation, le libre-échange – c'est encore plus sur les femmes que ça va retomber. La campagne électorale a complètement mis de côté la question des femmes. On nous présente une politique de bouts de chemins, mais nous, ce qu'on veut c'est une autoroute».

L'occasion est trop belle pour ne pas risquer une

petite question à laquelle elle ne s'attend pas. «Tu as assisté au colloque des jeunes en fin de semaine. Deux jours plus tard, tu intervies sur la question des femmes. De plus, tu es la responsable à l'exécutif de ces deux dossiers, et tu connais les problèmes spécifiques aux deux groupes. Quel est le groupe dont la réalité est la plus difficile: les femmes ou les jeunes?»

Un moment d'hésita-

tion, puis un petit sourire du coin des lèvres.

«Il y a deux choses fondamentales pour les femmes, deux choses qui les diffèrent: elles sont la majorité de l'humanité, et puis être une femme, c'est un état permanent. Tu nais femme et tu meurs femme. Par contre, tu n'es pas jeune toute ta vie, mais l'impatience des jeunes, c'est une chose qui se comprend parce qu'il n'y a personne qui



Tous, toutes dans un même bateau! La grande préoccupation de chacun-e, c'est de pouvoir gagner sa vie, d'améliorer sa condition.

Mais c'est pas sur ça que se fait la présente élection.

Décidément, les offres d'emplois se font rares. Et celles qui existent font surtout miroiter le travail précaire, comme le montrent bien nos petites annonces de la page une. Au fait, ce sont de vraies offres d'emplois recueillies dans les quotidiens!

veut se faire scrapper sa jeunesse».

La conversation sur la question un peu piégée s'est arrêtée là. Il n'y a pas d'ordre hiérarchique dans les problèmes. Seulement des solidarités à bâtir pour faire le lien entre eux.

L'emploi et les femmes: stagnation et risques de recul.

Le développement et la syndicalisation dans le secteur public a particulièrement aidé les femmes au cours des vingt-cinq dernières années. L'intervention de l'État a porté des fruits.

Aujourd'hui, les nouveaux dogmes du libre-échange, de la privatisation et de la non-intervention de l'État font que nous retournons petit à petit vers les lois du marché, qui a toujours été discriminatoire pour les femmes.

«On n'a pas encore atteint un niveau d'égalité pour les femmes, mentionne-t-elle, ça va donc être les femmes qui vont être les premières attaquées».

Cela est valable avec la question du libre-échange. Dans les secteurs mous par exemple, ce sont des femmes qui sont la grande majorité des travailleuses. Le spectre des fermetures d'usines plane au-dessus de ces secteurs.

La non-intervention de l'État, la privatisation des services publics, c'est une menace qui vise un autre groupe de travailleuses où l'on retrouve majoritairement des femmes.

DOSSIER PROVIGO

Pour l'année financière 1984, le géant de l'alimentation québécois Provigo (37% des ventes dans ce secteur) a effectué des ventes de près de \$4 milliards et enregistré des profits de \$26.5 millions. En 1985 les ventes de Provigo ont continué d'augmenter: elles atteignent \$4.5 milliards selon son nouveau p.d.g., M. Pierre Lortie. Et pour 1987 Provigo veut s'attaquer au marché américain confiait le p.d.g. au *Journal de Montréal* le 13 novembre dernier.

Voilà une compagnie, dira-t-on, qui devrait être en mesure d'assurer des relations de travail harmonieuses avec ses employé-e-s et d'offrir de bonnes conditions de travail et salariales.

À première vue on pourrait le penser. Mais quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que la réalité est fort différente. Les employé-e-s des entrepôts et des magasins Provigo qui ont eu à se «coltayer» aux représentants patronaux de Provigo à la table de négociations sont portés à croire que, de plus en plus affamée de profits, et elle est pourtant loin d'être en manque comme on l'a lu ci-haut, la chaîne de magasins Provigo a développé une stratégie de négociations visant plutôt à enlever des acquis syndicaux aux chapitres des conditions de travail et salariales.

L'exemple de Québec

Pour commencer, rap-

pelons que la direction de Provigo a fait appel à deux spécialistes de la négociation: **MM. Christian Tremblay** et **Sylvain Gaudreault**. De M. Tremblay on dit qu'il aurait déjà travaillé avec un autre «spécialiste» de la négociation, plus connu celui-là, **M. Brian Mulroney**. À l'occasion du renouvellement de la convention collective des employé-e-s de l'entrepôt Provigo de la région de Québec au printemps dernier, on a été à même de vérifier les intentions des négociateurs patronaux de Provigo.

En effet, les représentants patronaux se sont présentés à la table de négociations avec pas moins de 75 demandes.

«Le comité syndical, désireux d'éviter un conflit de travail, a accepté plus de 25 modifications à la convention collective» disait un travailleur de l'entrepôt, **Michel Poudrier**. Insatiables, les représentants pa-

tronaux ont décrété un lock-out de 11 semaines qui s'est terminé en août, embauché des gardiens de sécurité et demandé des injonctions limitant le piquetage.

L'exemple de Chicoutimi

À Chicoutimi, les négociations entre les porte-parole syndicaux des 105 travailleurs et travailleuses de l'entrepôt Provigo et la direction de cette chaîne de magasins ont débuté en juin. Après 17 rencontres, le 30 octobre dernier, les employé-e-e de l'entrepôt de Chicoutimi décident de sortir en grève. Une semaine plus tard, le 7 novembre, c'est au tour de leurs 23 camarades de l'entrepôt de **Sept-Iles** de lever des lignes de piquetage. Et les salarié-e-s de l'entrepôt de Québec sont solidaires en refusant de faire du temps supplémentaire.

Litiges

À Chicoutimi et à Sept-Iles, la direction s'est présentée à la table de négociations avec la ferme intention de diminuer sa contribution monétaire mensuelle au fonds de pension. Les syndiqué-e-s, eux, réclament le statu quo. Si la demande patronale était acceptée, cela ferait en sorte qu'un-e employé-e ayant contribué à ce régime de retraite durant 20 ans touchera quelque chose comme \$331.00 par mois de moins que prévu, au moment de prendre sa retraite.

Reconnaissance syndicale

À Chicoutimi, les quelques 31 employé-e-s de bureau syndiqué-e-s voudraient que Provigo reconnaisse l'accès à la syndicalisation d'un autre groupe composé de 51 employé-e-s de bureau qui travaillent à l'entrepôt, qui font les mêmes tâches, mais qui sont classifiés «cadres». **Provigo refuse.**

Salaires

Les syndiqué-e-s de Provigo revendiquent une convention collective d'une durée de deux ans et des hausses salariales de 8%. L'employeur offre un contrat de travail de trois ans et des augmentations de l'ordre de 10.75%.

Les moyens patronaux

Il y a donc grève depuis le 30 octobre et le 7 novembre aux entrepôts Provigo du Saguenay Lac-St-Jean et de la Côte Nord. **Provigo veut avoir gain de cause et elle prend les moyens.**

Contourner la loi anti-scabs

Quotidiennement, des camions semi-remorques des entrepôts Provigo de Montréal et Laval quittent la région métropolitaine, escortés par des automobiles transportant des soi-disants agents de sécurité, et roulant en direction de Chicoutimi à la seule fin d'alimenter les magasins Provigo de produits. On aura compris que Provigo tente de contourner les articles de loi-anti-bribeurs de grève en s'appuyant sur son fameux réseau de distribution. C'est pour cela qu'au Saguenay-Lac-St-Jean on parle des produits «Provigo comme des produits scabs».

Agence de sécurité

Provigo a aussi fait appel à l'agence de sécurité Sag-Lac qui assure des services de patrouille devant les deux entrées ainsi que des services photographiques.

Autobus

Pour s'assurer que son personnel cadre rentre au travail à chaque matin, Provigo a nolisé deux autobus qui le transporte à l'entrepôt.

Une question

En coûte-t-il plus à Provigo d'investir dans un conflit ou dans une convention?

« Je fonde de l'espoir sur la solidarité »

Germain Riverain,
entrepôt de Sept-Iles.

« C'est la première fois que je fais la grève depuis 12 ans et je trouve ça dur. C'est plus dur que travailler. Tu ne dors pas. Tu es songeur. La compagnie te fais une menace de fermeture. Tu vis uniquement pour la grève. C'est d'autant plus dur que nous autres à Sept-Iles on est un petit groupe. Mais je fonde de l'espoir sur la solidarité des syndiqué-e-s de Sept-Iles et la population. »

« Syndiquer les autres... »

Raymonde Desbiens,
employée de bureau,
18 ans d'ancienneté.

« Notre problème à nous les employé-e-s de bureau syndiqué-e-s ça va être de syndiquer les 51 autres employé-e-s de bureau qui ne le sont pas. C'est notre seule façon de remonter la côte. »

Provigo essaye de nous briser

René Dufour, mécanicien,
21 ans d'ancienneté

« Les dirigeants de Provigo essayent de nous briser en décrochant des injonctions limitant le piquetage. Ces injonctions nous parviennent individuellement à la maison par huissier. Ça pourrait se rapprocher de l'intimidation. C'est notre solidarité qui va nous aider. »

« La compagnie devrait mettre l'argent dans le règlement »

Murielle Émond,
employée de bureau,
7 ans d'ancienneté

« C'est la première fois que je suis en grève. Et après deux semaines ce que je trouve étonnant, c'est l'attitude de la justice dans un conflit de travail. Lorsqu'elle accorde une injonction à un employeur qui veut limiter le nombre de piqueteurs, j'ai parfois l'impression que si elle

DOSSIER PROVIGO

pouvait t'envoyer faire du piquetage sur la ligne blanche de l'autoroute elle le ferait!

Après deux semaines je me demandes deux choses: combien ça coûte à la compagnie ses « bouncers »; et je me demande aussi pourquoi la compagnie investit-elle dans le conflit plutôt que de mettre son argent dans un règlement. Ça rendrait le monde plus heureux et ça serait plus humain. »



Murielle Émond, employée de bureau depuis sept ans à l'entrepôt Provigo à Chicoutimi, se pose des questions sur les choix de son employeur. Préfère-t-il investir dans un conflit ou dans une convention se demande-t-elle?



Faisant du piquetage devant l'entrée principale de Provigo à Chicoutimi: Pierre Savard, Sylvie Perron, Jocelyn Malenfant et Serge Gilbert.



Debout devant le feu qui les réchauffe à la deuxième entrée de l'entrepôt Provigo à Chicoutimi: Denis Tremblay, Jules Fortin, Rémi Girard, et Georges-Henri Brossard.



René Dufour et Raymonde Desbiens en conversation.



Attisant le feu devant son poste de piquetage, Pierre Savard.

L'ACTION SYNDICALE CONTRE L'APARTHEID

Pendant dix jours, le militant syndicaliste d'Afrique du Sud Willis McHunu, métallo de Richards Bay et membre de la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (FOSATU) est venu nous parler des problèmes vécus par les travailleuses et les travailleurs sous l'Apartheid mais surtout des perspectives de lutte des syndicats. Nous avons recueilli ses propos.

Le syndicalisme contre l'Apartheid

«Notre action syndicale contre l'Apartheid est née d'une constatation: les groupes qui luttaient contre le régime politique négligeaient en grande partie la lutte contre les grandes compagnies. Les multinationales continuaient d'exploiter les travailleurs, d'accumuler d'énormes profits... et de supporter le régime. Il fallait donc se mettre à la tâche et lutter là où l'exploitation était la plus poussée.

«Le travail syndical était coordonné par le «TUACC» (Trade Union Advisory Coordinating Council), qui n'avait pas d'existence officielle mais qui œuvrait ouvertement. Quand en 1973 la grève générale fut déclenchée à Durban, une grève qui impliquait des dizaines de milliers de travailleurs de tous les secteurs, le véritable travail d'organisation commença. Quatre grandes organisations touchant les travailleurs du textile (National Union of Textile Workers), les travailleurs des produits chimiques (Chemical Workers Industrial Union), les travailleurs des transports et les emplois généraux (Transport and general Workers Union) et mon syndicat, regroupant les travailleurs de la métallurgie (Metal and Allied Workers Union, le MAWU) se mirent à la tâche pour renforcer les syndicats dans chaque usine et en venir

à des accords avec le patronat sur des points essentiels, dont la reconnaissance syndicale. Des accords furent conclus dans une seule entreprise. Mais le mouvement syndical était lancé.»

Le regroupement et la solidarité

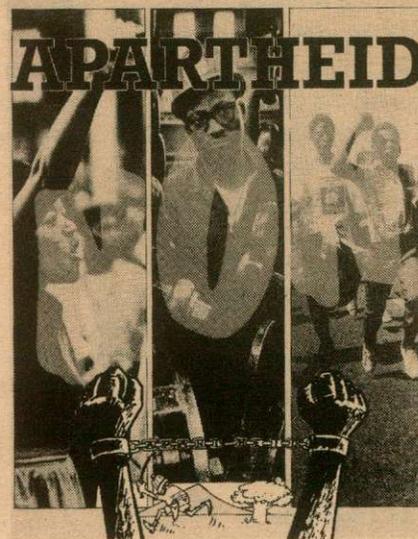
«Actuellement, nous visons trois objectifs. D'une part, il nous faut grossir le syndicat des métallurgistes. Le MAWU compte 35,000 membres. Dans la prochaine année, nous visons 200,000 adhérents. Ensuite il nous faut mettre sur pied une fédération qui regroupera tous les syndicats du pays. Cette fédération sera tout probablement une réalité à la fin de novembre, et 500,000 travailleuses et travailleurs en feront partie.

«Enfin, il nous faut multiplier les rencontres avec les travailleurs étrangers qui luttent contre les mêmes multinationales que nous, en Afrique du Sud. Nous ne pouvons lutter efficacement contre les multinationales qu'en établissant ce genre d'alliances. Sinon, les grandes compagnies font des transferts de production et neutralisent les luttes dans un pays donné.

«Ma visite au Québec m'a permis de rencontrer entre autres des travailleurs d'Alcan, de QIT. Nous misons beaucoup sur ce genre de rencontres qui mettent de l'avant la solidarité, parce que tous les travailleurs, de l'Afrique du Sud comme du Québec, ont beaucoup à y gagner.

«Mon espoir serait que des travailleurs du Québec viennent en Afrique du Sud pour constater les conditions de travail qui ont cours dans des compagnies qu'ils connaissent bien.»

SOLIDARITÉ dosier CISO



POUR EN SAVOIR PLUS SUR L'APARTHEID

Vous savez sans doute que le régime en place en Afrique du Sud exclut la majorité de la population noire du pays par des mesures racistes et la répression policière. Mais savez-vous que les Blancs du pays qui forment 14,8% de la population possèdent 87% des terres et encaissent 74% des revenus du pays? Savez-vous qu'en Afrique du Sud il y a un médecin pour 90,000 habitants noirs? Savez-vous qu'en dix ans, soit de 1973 à 1983, 8,209 travailleurs des mines sont morts suite à des accidents de travail? Savez-vous enfin que la «Charte de la liberté» adoptée en 1955 constitue la plate-forme de revendications des organisations anti-Apartheid du pays?

Pour en connaître davantage sur l'Apartheid et la lutte qu'on y mène, il faut se procurer sans faute l'excellent dossier du CISO intitulé «APARTHEID NON». À la fois un document indispensable de référence et un outil de formation pour votre syndicat!

CISO
1601 De Lorimier
Montréal
H2K 4M5

Quel débat?

Le président de la CSN Gerald Larose a posé un jugement très sévère sur la façon dont s'est déroulée jusqu'à présent la campagne électorale. «Le seul débat aura été celui sur la possibilité de tenir un débat télévisé. Où est la substance», a-t-il demandé alors qu'il s'adressait aux 150 délégué-e-s présent-e-s à un Conseil confédéral spécial consacré aux élections québécoises.

Ce Conseil confédéral, l'instance de décision de la CSN entre les congrès, se tenait mercredi dernier à Montréal.

Le président de la centrale a particulièrement insisté sur les risques que court la démocratie quand toute l'attention, comme c'est actuellement le cas, est polarisée par les deux vieux partis. «Les autres points de vue politiques, les préoccupations des groupes populaires et syndicaux, tout cela est relégué dans les estrades par les règles du jeu actuelles», a-t-il déploré.

CAISSES POP Et de 119

Ce sont les cinquante employé-e-s de la Caisse populaire de Beloeil, dans le territoire du Conseil central de Richelieu-Yamaska, qui formeront le 119^e syndicat de ce secteur affilié à la CSN et à sa Fédération des employés de commerce.

En effet, les caissières, secrétaires et commis de cette institution viennent de déposer auprès du ministère du Travail, après avoir recueilli une forte majorité d'adhésions, une requête en accréditation pour que soit officiellement reconnu leur nouveau syndicat.

Percée dans l'entretien ménager

Le commissaire général du travail, M. Robert Levac, vient d'accréditer le Syndicat des travailleuses et travailleurs de l'entretien de la Place Ville-Marie (CSN) pour représenter les 160 employé-e-s de la compagnie Empire qui font le ménage de cet important édifice du centre-ville de Montréal.

Membres de la CSD depuis juillet 1973, ces travailleurs et travailleuses ont tenu à manifester leur détermination à changer d'allégeance syndicale et à recevoir leur nouveau certificat d'accréditation CSN dans les plus brefs délais en se présentant, pas moins de 78 d'entre eux, aux bureaux du ministère du Travail le jour de l'audition devant le commissaire du Travail.

Une majorité pour la CSN

Un vote d'allégeance syndicale au scrutin secret a finalement dégagé une majorité significative d'adhérent-e-s CSN, au Centre d'accueil Charlevoix-Boyer de Montréal.

Celui-ci a récemment été fusionné avec le C.A. de Pointe-aux-Trembles, dont les employé-e-s étaient membres du local 298 de l'Union des employés de service (FTQ).

Appelés à choisir collectivement le syndicat qui les représenterait tous à l'avenir, par vote secret tenu sous surveillance d'un officier du ministère du

Travail, ils ont opté pour un syndicat autonome affilié à la CSN dans une proportion de 62% (70 contre 34).

AMBULANCE

Chevrette... «déconnecté»

Les négociations entre les propriétaires d'ambulances de la Rive-Nord et de la Rive-Sud de Montréal, et les techniciens-ambulanciers regroupés dans le RETARN-CSN et le RETARS-CSN, n'ont permis jusqu'à présent de trouver une avenue de règlement possible que dans une seule compagnie de la Rive-Nord (Compagnie Piché de Repentigny).

Des pas importants ont été faits dans une seconde compagnie (Compagnie Hallé de St-Jérôme). Cependant, il y a un blocage complet de la part des six autres compagnies de la Rive-Nord.

Sur la Rive-Sud aucun progrès n'a été réalisé et il n'y a pas d'entente en vue de la part des six compagnies présentes dans ce secteur.

Devant une telle situation, il est pour le moins curieux que le ministre des Affaires sociales Guy Chevrette ait déclaré en conférence de presse, qu'il était optimiste dans ce dossier et qu'il s'attendait à un règlement.

Selon le porte-parole syndical Jacques Blain, «une telle déclaration frise l'insolence, car le constat fait du côté syndical nous porte plutôt à croire que la majorité des propriétaires recherchent l'affrontement plutôt que d'avancer des propositions qui permettraient de trouver un terrain de règlement.»



Tournée des jeunes

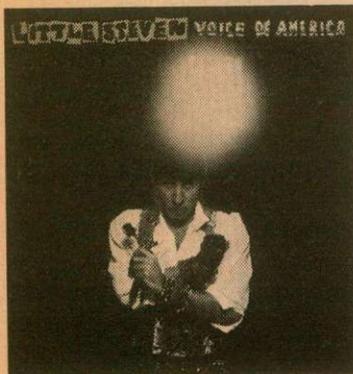
Depuis le 25 novembre et jusqu'au 8 décembre 1985, La Tournée internationale jeunesse pour la paix et la justice (TIJJP) rassemblera 60 jeunes de 13 à 20 ans de plus de 25 pays sous-développés et déchirés par la guerre.

Visitant des écoles et des centres communautaires dans plus de 70 villes du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, ces jeunes témoigneront de leurs expériences de la vie sous la menace constante de la guerre, des abus des droits de la personne, de la pauvreté et du racisme.

La TIJJP permettra aux jeunes Canadiens de rencontrer des jeunes qui sont victimes de la guerre ou de la pauvreté; ainsi que d'autres jeunes Canadiens des communautés culturelles et autochtones, ou impliqués dans les mouvements canadiens pour la paix et la justice sociale.

Pour informations supplémentaires:
Michel-Adrien Sheppard
(514) 845-9171

LITTLE STEVEN, JONI MITCHELL ET PLUSIEURS AUTRES



UN AUTRE PATRIOTE

Bruce Springsteen a enregistré «Born in USA». Son ex-guitariste, Little Steven (Van Zandt) a endisqué lui «Voice of America» sur lequel on retrouve une pièce intitulée «I am a patriot».

Chacun à leur façon ces deux artistes s'affichent donc comme des patriotes. Leur patriotisme cependant diffère de celui du président des U.S.A., Ronald Reagan. Ils sont fiers d'être américains, ils aiment se promener en baignole ou en moto sur les

autoroutes des États. Rien de différent là avec l'américain moyen et conservateur direz-vous? Exact! Cependant, sur leurs microsillons et en spectacle Springsteen et Steven essayent de transmettre cette fierté aux spectateurs, de leur dire qu'ils sont la richesse naturelle des États-Unis, qu'ils font le quotidien de ce pays, qu'ils sont les bâtisseurs de l'Amérique. D'ailleurs, Springsteen ne disait-il pas «**que pas par pas il faut avancer vers la terre promise**»? En dépit de sa connotation «charismatique», n'est-ce pas là le genre de parole qui mobilise les américains, déjà par ailleurs très portés sur la chose religieuse. Et sur son microsillon «Voice of America» (étiquette EMI-ST-17/120) Little Steven, qui fait carrière en solo après avoir de longues années fabriqué le «son» de Springsteen, y va de chansons engagées intéressantes, faciles à comprendre (le niveau poétique y est moins élevé ou subtil que «The Boss»). Nous pensons aux chansons «Justice», «Solidarity», «Voice of America» et «Fear» qui méritent d'être écoutées.



NOUVELLE ORIENTATION MUSICALE POUR JONI MITCHELL

La canadienne Joni Mitchell, connue comme «folk-singer» à la fin des années '60, et notamment pour avoir composé «Woodstock», plus tard identifiée au monde de la musique jazz et tout particulièrement pour son hommage rendu au grand contrebassiste de cette musique du peuple noir américain qu'est Charlie Mingus, nous revient avec un nouveau 33 tours titré «Dog eat dog» sur lequel elle effectue un virage musical majeur. En effet, Joni Mitchell, toujours désireuse de ne se laisser enfermer dans aucun genre musical, passe à l'électro-pop-rock.

Ses textes, comme d'habitude, sont toujours très percutants et cette fois-ci particulièrement engagés politiquement. Ainsi, elle aborde les thèmes de la montée des idées conservatrices aux États-Unis et notamment par le biais de ces fameux «preachers» très populaires au petit écran chez nos voisins du sud le dimanche matin; et d'ailleurs de plus en plus populaire ici au Québec en cette terre des «possibles». De ce tout récent disque de Joni Mitchell il faut dire que les revues américaines étaient partagées: l'une l'appréciant et le recommandant, l'autre le condamnant. Quant à nous, nous le trouvons à tout le moins très intéressant et beau, quoique musicalement bon mais peut-être redondant. «Dog eat dog»: sur étiquette Geffen-XGHS-24074.



NDLR: «Enfin, il était temps qu'il sorte ses cennes et achète des disques récents».

THÉÂTRE ET IMPÉRIALISME

Une troupe s'appelant «Le théâtre de la zizanie» présentera du 28 au 30 novembre prochains inclusivement une «satire sur le futur d'une planète qui avance vers nulle part» au Centre Calixa Lavallée à Montréal au 3819 de la rue du même nom (à proximité du Parc Lafontaine).

SOLIDARNOSC

Les 4, 5, 6, 7 et 8 décembre prochains on commémorera à la Maison St-Jean-Baptiste au 82 rue Sherbrooke-Ouest «la déclaration de guerre en Pologne du 13 décembre 1981». Pour informations: 514-392-5843 ou 514-735-5974.

POLYGLOTES DEMANDÉS

La CSN a régulièrement besoin des services de personnes pour agir comme interprètes lors de sessions de formation ou d'assemblées syndicales; ou encore de personnes pour faire la rédaction ou la traduction de documents en diverses langues. Ainsi, si dans votre organisme syndical vous connaissez des personnes qui s'expriment en espagnol, en portugais, en grec, en italien, nous vous recommandons de le signifier à Suzanne Leduc de la CSN au no de tél 514-598-2263 afin de former une banque de personnes ressources qui interviendront, au besoin, dans les syndicats ou des rencontres avec des allophones.

Stage CISO

Stage au Nicaragua



Du 9 au 23 janvier 1986
Coûts approximatifs: \$950.00
Date limite des mises en candidature: le 1^{er} décembre
Session de formation préparatoire au stage: le 14 décembre.

Cette année, le stage nous permettra de vivre une expérience de solidarité avec le peuple nicaraguayen en participant à la cueillette du café la première semaine; la deuxième semaine, nous visiterons des centres de travail, des organismes populaires et syndicaux.

Veuillez utiliser les formulaires pour la mise en candidature. Vous pouvez vous les procurer au secrétariat CISO 1601, Delorimier, Montréal H2K 4M5 tél.: 514-598-2020

MERCI!

La relève se porte bien

Je l'écris parce que... j'ai le goût de vous le dire. Organiser un colloque avec du monde qui vient de partout au Québec, préparer tous les documents nécessaires, essayer d'innover, courir après le monde, il y a eu des moments où on a eu envie de crier au secours!

Mais ça a marché. Il y a eu près de cent cinquante inscriptions, et plusieurs observateurs-trices sont venu-e-s faire leur tour. Pour tout ce monde-là, le colloque des jeunes syndiqué-e-s, ça été un moment important. C'est ça notre réussite!

À la fin, on a fait monter les responsables régionaux des «comités jeunes» sur l'estrade; à leur sourire, c'était visible qu'ils et elles étaient fièr-e-s de ce qu'ils et elles venaient d'accomplir. C'était visible qu'il y avait une structure en place qui va nous permettre d'aller plus loin... jusqu'au prochain congrès. Et à ce congrès-là, il y a des choses qu'on va mettre de l'avant.

Les responsables régionaux ont fait une bonne job, le comité national aussi, mais on ne peut pas oublier les salarié-e-s et les élu-e-s de la centrale qui y ont cru et qui nous ont donné un gros coup de main pour l'organisation. La preuve: quatorze conseils centraux ont leur responsable et vingt régions étaient représentées. À tout ce monde-là on dit «Merci».

Il y a bien eu une petite minorité de sceptiques (il y en a toujours!) qui se demandaient ce que ça donnerait un colloque des jeu-

nes syndiqué-e-s. D'autres avaient le sourire un peu facile. Mais on est content-e-s: il y en a déjà parmi eux qui viennent nous voir pour nous demander s'ils-elles vont avoir leur mot à dire dans les propositions qu'on va amener au prochain congrès...!

À ceux et celles qui veulent s'impliquer, si vous avez moins de trente ans, pas de problème: les portes des «comités jeunes» sont ouvertes bien grandes.

Si vous avez plus de trente ans, pas de problème non plus. On est ouvert aux commentaires. Et puis on a l'intention de rien faire en cachette. On va donc vous tenir au courant régulièrement, parce que notre démarche est syndicale et nous concerne tous-toutes.

Pour revenir au colloque, ça été un succès. Même pour les membres du comité organisateur, ça été plus emballant que ce qu'on avait imaginé.

Jamais, on aurait pensé que le premier jour du colloque, les gens auraient voulu continuer après six heures ou que le tout se serait déroulé de façon aussi disciplinée.

Entre jeunes, on s'est parlé de nos problèmes, car on a des problèmes qui sont bien réels et bien spécifiques. Ça été un premier vrai contact entre jeunes syndiqué-e-s, et déjà il y a des bouts de chemin qu'on va être capables de faire ensemble.

Et on a l'intention d'en faire d'autres d'ici le prochain congrès parce qu'on a l'intention de se faire entendre. Syndicalement.

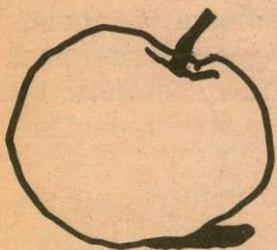
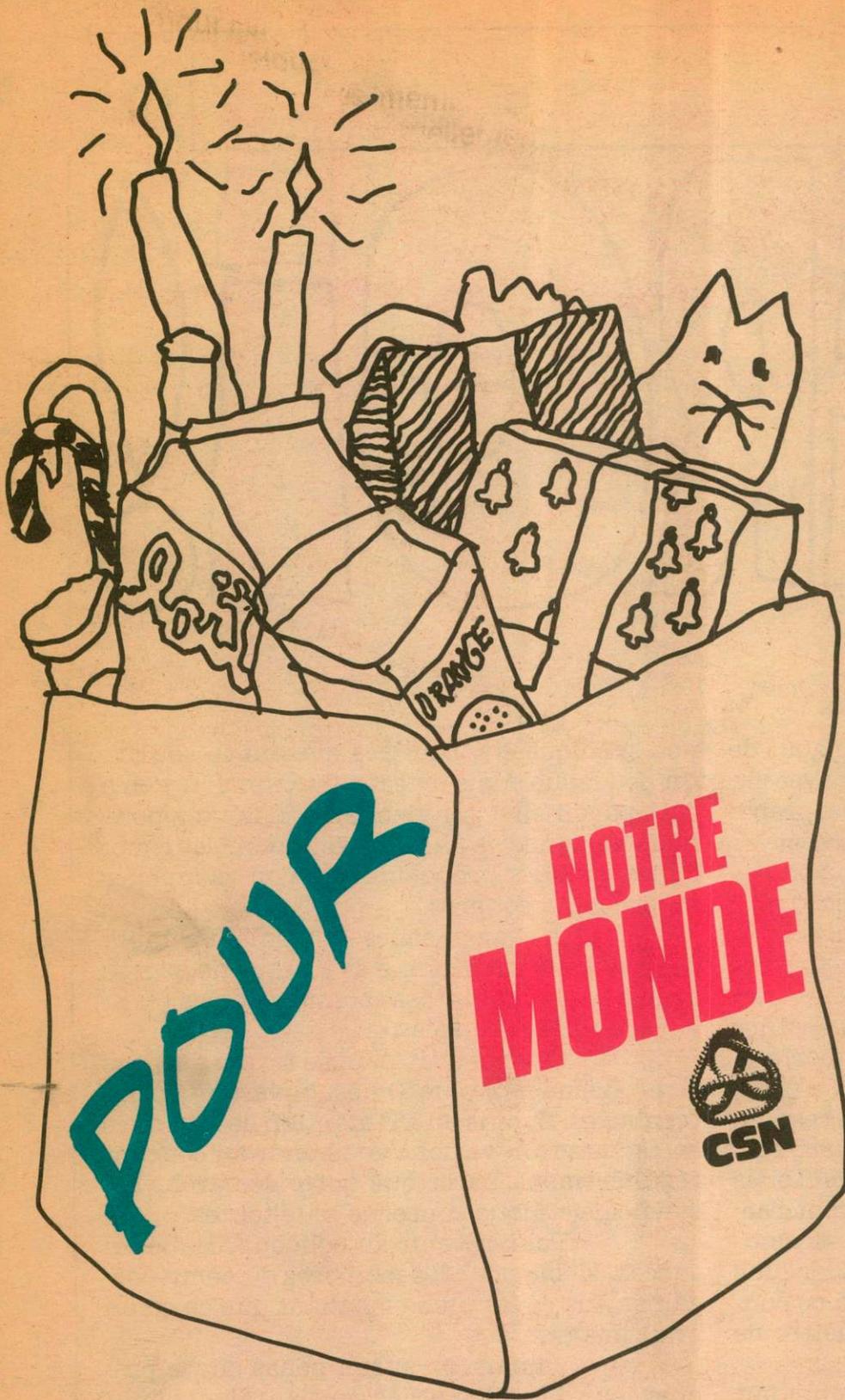
Sylvie Vaillon

Le panier de Noël un geste de solidarité

L'exécutif de la CSN et le Bureau confédéral souhaitent que la période des Fêtes en soit une de réjouissances pour l'ensemble des familles des quelque 900 travailleurs et travailleuses, membres de la CSN, qui sont actuellement en grève ou en lock-out.

Et pour atteindre cet objectif la CSN organise pour une deuxième année consécutive une campagne de paniers de Noël.

À l'approche des Fêtes, nous serons souvent, à titre individuel, sollicités de toutes parts pour faire un don pour des œuvres de charité. À la CSN on estime qu'on pourrait peut-être également profiter de cette période pour poser un geste de solidarité «**pour notre monde**» qui lutte quotidiennement pour améliorer leurs conditions de vie et de travail en contribuant à la campagne de paniers de Noël de la centrale.



Je fais ma part!

Mode de participation

- 1 - Pour un syndicat de moins de 100 membres, une contribution de \$50.
- 2 - \$50 additionnel pour chaque tranche de 100 membres.
- 3 - Les syndicats déposent leurs dons, **par inter-caisse** à la Caisse populaire des syndicats nationaux, 1601, rue Delorimier, Montréal, au compte «Solidarité - Paniers de Noël, **Folio 11862, Transit 30018.**
- 4 - Les argents reçus seront complétés le 19 décembre et remis aux syndicats en conflit, **PAR INTER-CAISSE LE 20 DÉCEMBRE 1985.**